



Une déplacée interne dans la province du Katanga (République démocratique du Congo).



# AFRIQUE

Ce chapitre décrit de manière synthétique l'environnement général dans lequel le HCR a mené ses opérations en Afrique en 2014. Il présente les principaux défis et contraintes qui ont influé sur la réponse opérationnelle de l'Organisation et résume les réalisations de l'année à travers la région. Les chiffres clés en rapport avec les deux situations d'urgence observées en République centrafricaine et au Soudan du Sud y sont également présentés sous forme de tableaux de bord.

Les grandes opérations menées dans la région et dans ses sous-régions en 2014 sont décrites plus en détail sur le site *Global Focus* (<http://reporting.unhcr.org>).

## | ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL |

- Du fait de l'apparition de nouveaux conflits en Afrique et de l'aggravation des crises en cours, la capacité de réponse aux situations d'urgence du HCR a été mise à rude épreuve en 2014. Des situations d'urgence de niveau 3, nécessitant la mobilisation de l'ensemble du système, ont été déclarées en République centrafricaine (RCA) et au Soudan du Sud, et ont entraîné des déplacements massifs à l'intérieur de ces pays et au-delà de leurs frontières. Le Haut Commissaire a désigné deux Coordonnateurs régionaux pour les réfugiés, chargés de gérer la réponse humanitaire à ces crises ; parallèlement, des ressources et des effectifs supplémentaires ont été envoyés rapidement dans les pays touchés. Les deux Coordonnateurs régionaux pour les réfugiés ont guidé la communauté humanitaire dans l'élaboration de plans d'intervention régionaux pour les deux crises.

- Dans le même temps, les déplacements supplémentaires survenus dans des régions en proie à des conflits de longue date, comme l'est de la République démocratique du Congo (RDC), la Somalie et la province du Darfour au Soudan, ont aggravé la situation dans les pays d'accueil, déjà surchargés.

- En cette année marquée par de multiples crises de grande ampleur sur le continent, l'épidémie de fièvre Ebola qui s'est déclarée en Afrique de l'Ouest a engendré des défis supplémentaires. Les réfugiés accueillis dans les trois pays les plus touchés par le virus – la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone – étaient eux aussi en danger. Le HCR a veillé à ce que les réfugiés soient inclus dans les plans nationaux de prévention et d'intervention. L'Organisation a également pris des mesures pour prévenir l'infection dans les camps, organisant des campagnes de sensibilisation et mettant en place des mécanismes de détection précoce, et a appuyé les

mécanismes d'intervention locaux dans chaque pays.

- Les situations d'urgence en RCA et au Soudan du Sud ont fortement mobilisé l'attention du HCR au cours de l'année (voir les deux tableaux de bord présentés dans ce chapitre). En RCA, le déploiement de contingents de maintien de la paix des Nations Unies en septembre a fait naître l'espoir que la sécurité serait rétablie dans le pays. Cependant, la poursuite des combats et les atteintes aux droits de l'homme perpétrées à l'encontre des civils ont continué à provoquer des déplacements massifs et la violence s'est propagée au-delà des frontières, gagnant les pays d'accueil, à savoir le Congo, la RDC et le Tchad. Bon nombre de Centrafricains souffraient de malnutrition aiguë à leur arrivée dans les pays limitrophes, ayant marché pendant des semaines pour parvenir en lieu sûr. À la fin du premier semestre, le HCR et ses partenaires humanitaires ont été en mesure de renforcer l'assistance pour répondre aux besoins des réfugiés et d'améliorer les services d'accueil destinés aux nouveaux arrivants.

- Les troubles en cours au Soudan du Sud ont entraîné l'afflux de 614 000 réfugiés en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan, 488 000 d'entre eux ayant fui au cours de la seule année 2014. Dans certains pays, l'assistance humanitaire a été entravée par des pluies torrentielles, des moyens logistiques trop sollicités et le manque d'accès, ce qui a provoqué des pénuries alimentaires et des problèmes de surpopulation dans des camps. Plusieurs campements de réfugiés installés dans des zones inondables ont été déménagés sur des terrains situés plus en altitude. Les combats qui ont eu lieu au Soudan du Sud, en dépit des négociations de paix en cours, ont continué à déplacer des civils. À la fin de l'année, plus d'1,6 million de Sud-Soudanais étaient déplacés dans le pays et des dizaines de milliers d'entre

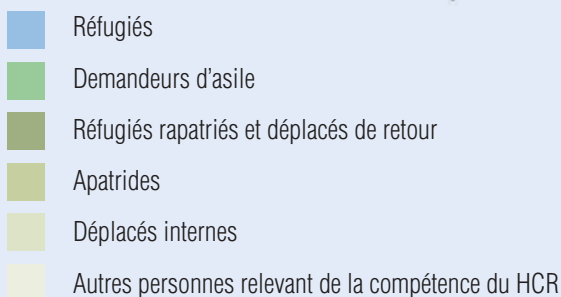
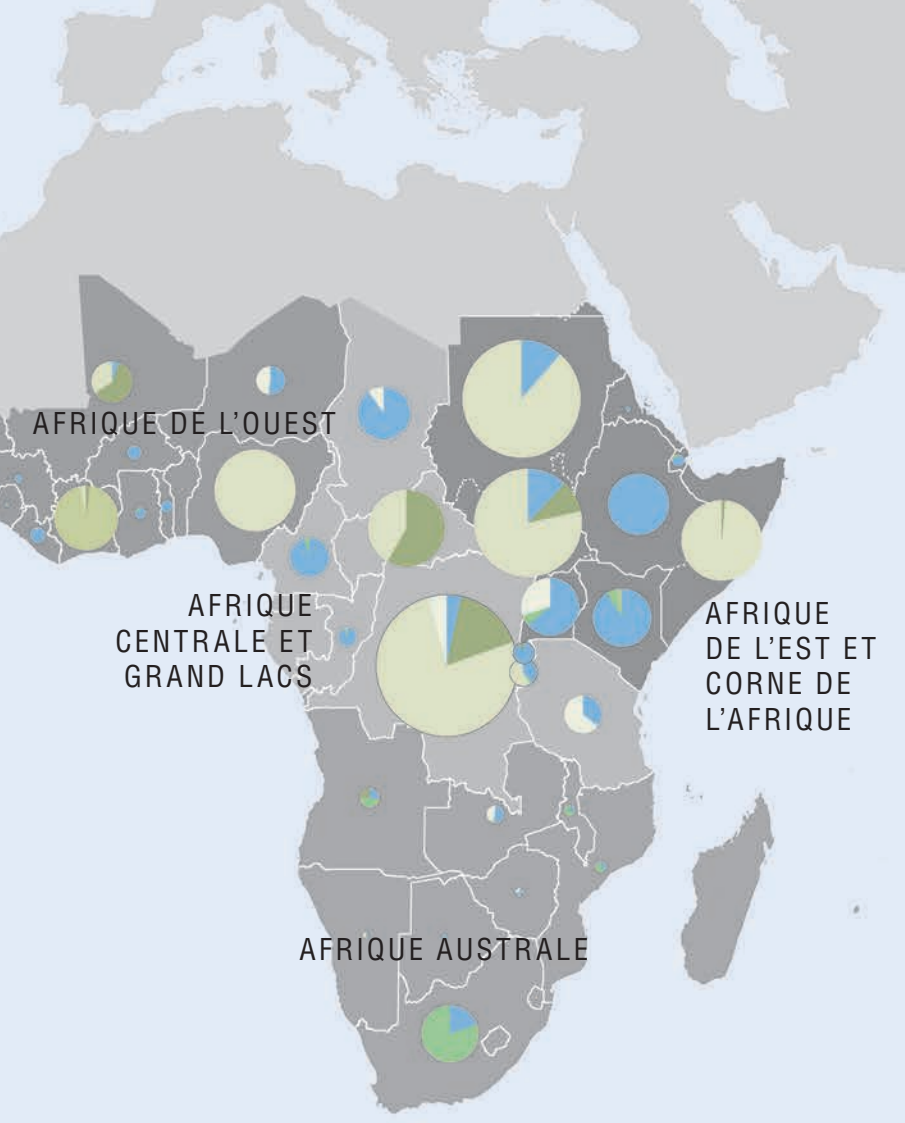
eux continuaient à rechercher une protection temporaire à l'intérieur ou à proximité des sites de la mission de maintien de la paix de l'ONU.

- En 2014, la situation s'est également dégradée dans le nord-est du Nigéria, les attaques contre les civils se faisant plus fréquentes et plus violentes. Les attaques transfrontalières, parties du Nigéria et visant le Cameroun, le Niger et le Tchad, ont aussi causé des déplacements internes dans ces pays. À la fin de l'année, environ 1,1 million de Nigériens étaient déplacés à l'intérieur de leur pays et plus de 54 000 de leurs compatriotes étaient réfugiés dans les trois pays d'accueil. Des appels de fonds ont été lancés en urgence en septembre 2014, afin de répondre aux besoins des réfugiés et des déplacés internes. Cependant, ces appels étaient financés à hauteur de 45 pour cent seulement à la fin de l'année, alors que les besoins continuaient de croître.

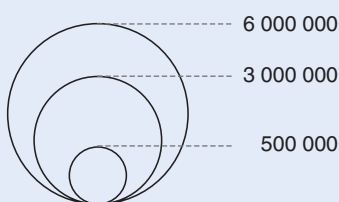
- Les affrontements se sont poursuivis en RDC orientale. À la fin de l'année, environ 2,7 millions de personnes étaient déplacées sur le territoire national et quelque 450 000 autres réfugiées dans des pays limitrophes.

- Au Mali, la sécurité est restée précaire. Malgré quelques retours spontanés, la situation n'était pas encore propice à l'organisation d'une opération de rapatriement librement consenti. Quelque 143 000 Maliens étaient toujours réfugiés au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger à la fin de l'année.

- En Afrique du Sud, la xénophobie et les violences contre les étrangers, dont bon nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile ont fait les frais, ont été particulièrement préoccupantes et ont entraîné des décès, des dégâts matériels et des déplacements. Dans le cadre de sa coopération avec le Gouvernement et la société civile, le HCR a soutenu les efforts visant à



### Taille des populations



remédier à cette situation, notamment en mettant en place un service d'assistance téléphonique fonctionnant 24 heures sur 24 et en organisant des campagnes massives d'information destinées à promouvoir la tolérance.

## | CONTRAINTES |

Le HCR et ses partenaires ont dû faire face à des conditions de sécurité difficiles dans un certain nombre de pays, où la violence et l'insécurité ont touché les travailleurs humanitaires et entravé la livraison des articles de secours. En RCA, un membre du personnel a été tué à Bangui, et au Soudan du Sud, il a été très difficile de préserver le caractère civil de plusieurs camps de réfugiés. L'insécurité a également entravé l'accès au Nigéria et au Soudan, où le HCR assume conjointement (Nigéria) ou seul (Soudan) la fonction de chef de file du module de protection pour les déplacés internes.

D'un bout à l'autre du continent, les réfugiés et les autres personnes relevant de la compétence du HCR ont souffert de l'insécurité alimentaire, en raison de l'intensification des conflits, de l'accès restreint des organisations humanitaires, des difficultés d'acheminement des articles de secours dans les zones inondables, des mauvaises récoltes et de la perte de moyens de subsistance, en particulier dans les situations de déplacement prolongé. Dans plusieurs opérations, l'insuffisance des ressources financières a imposé des réductions, allant parfois jusqu'à 50 pour cent, des rations alimentaires. Le HCR et le PAM ont conjointement entrepris des campagnes pour donner l'alarme et attirer l'attention sur l'insécurité alimentaire et sur les stratégies d'adaptation négatives auxquelles les réfugiés avaient recours en cas de réduction de leurs rations alimentaires.

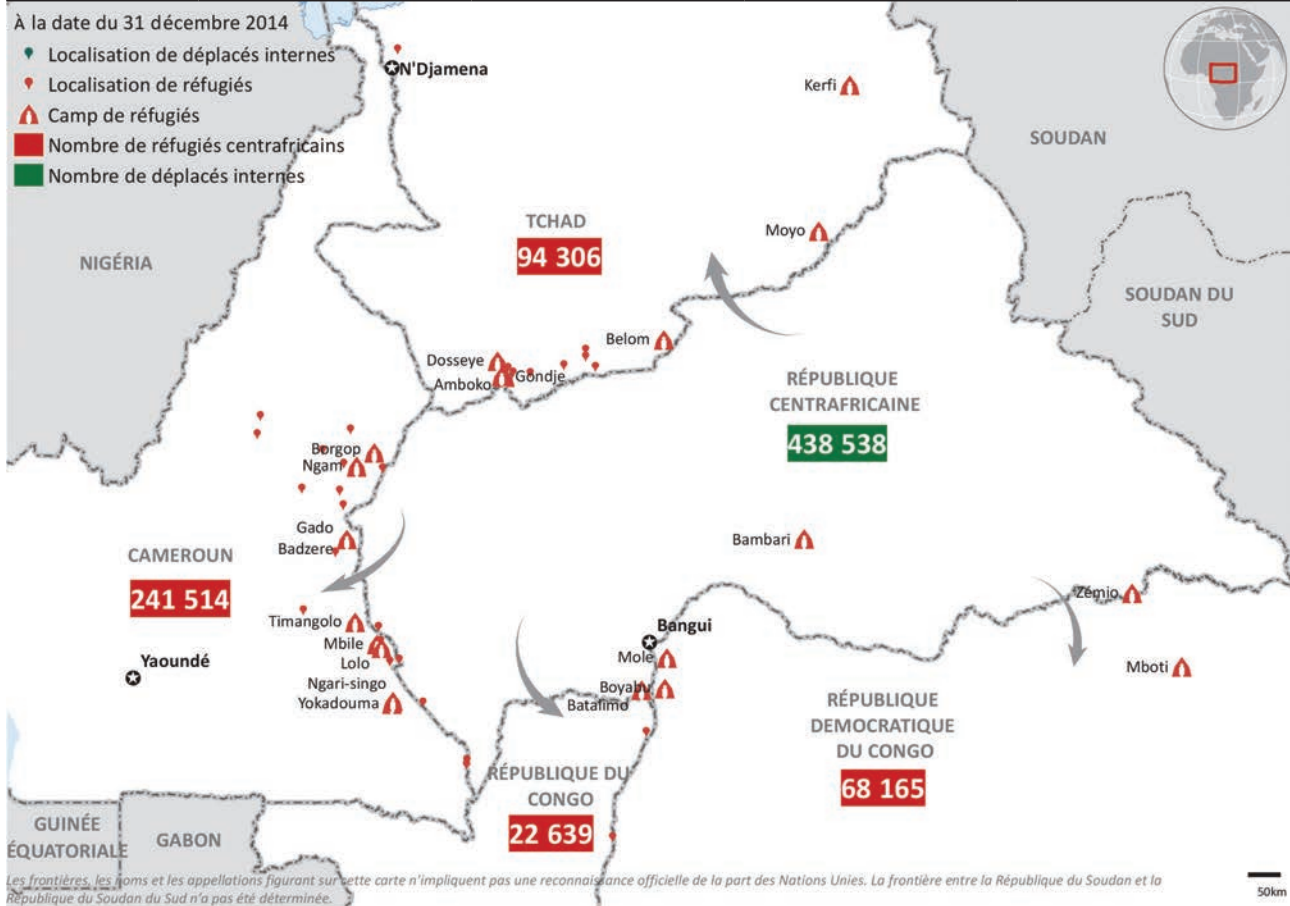
En Afrique de l'Ouest, l'épidémie de fièvre Ebola s'est déclenchée au moment où les efforts de rapatriement librement consenti s'intensifiaient. Les retours se sont arrêtés net, y compris en direction de la Côte d'Ivoire, où le Gouvernement a suspendu l'opération de rapatriement d'environ 38 000 réfugiés ivoiriens accueillis au Libéria à titre de précaution. Ces activités devraient reprendre en 2015.

En 2014, le sous-financement a continué à représenter une contrainte majeure. La majorité des ressources étant consacrées aux situations d'urgence et aux activités destinées à sauver des vies, 15 pour cent seulement des dépenses ont été dévolues à la recherche de solutions et aux activités de renforcement des moyens de subsistance.



# SITUATION CENTRAFRICAINE - 2014

5	426 624	438 538	254,8 millions dollars E.-U.	110,9 millions dollars E.-U.
pays	réfugiés centrafricains dans la région	déplacés internes centrafricains	total des besoins en 2014	total des fonds reçus en 2014



## Besoins humanitaires

- Transfert des réfugiés à plus grande distance de la frontière afin de préserver le caractère civil des sites et des camps de réfugiés.
- Enregistrement biométrique pour mieux déterminer les besoins de la population réfugiée.
- Développement de services multisectoriels, sur la base des besoins constatés chez les réfugiés.
- Renforcement de la cohésion sociale et de la coexistence pacifique entre les réfugiés et les communautés d'accueil moyennant l'exécution de projets axés sur la collectivité.
- Mise en place d'un réseau de suivi de la protection en République centrafricaine (RCA) pour faciliter la coordination des activités de protection et guider les interventions d'urgence auprès des déplacés internes.

## Chronologie des événements clés

- Les forces rebelles lancent des offensives dans plusieurs villes centrafricaines sur fond d'instabilité et de vagues de violence dans le pays.
- Les forces rebelles marchent sur Bangui et renversent le Président François Bozizé ; Michel Djotodia assume la présidence.
- Le Conseil de sécurité des Nations Unies met en garde contre la situation en RCA, qui fait peser une grave menace sur la stabilité régionale.
- Les responsables du Comité permanent interorganisations déclarent une situation d'urgence de niveau 3 en RCA.
- Déploiement de contingents de l'Union africaine (MISCA) et de troupes françaises (Opération Sangaris).
- Les vagues de violences et de destructions se poursuivent, contraignant 245 000 personnes à s'enfuir dans les pays limitrophes, tandis qu'environ 935 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays.

Décembre 2012

Mars 2013

Août 2013

Décembre 2013

Janvier

## Réponse en 2014

Objectifs stratégiques	Réalisations	Impact	Lacunes
Assurer la protection des réfugiés et des déplacés internes, en accordant une attention particulière à la protection de l'enfance, à la violence sexuelle et sexiste (VSS) et aux plus vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enregistrement en temps utile des nouveaux arrivants, délivrance de documents d'identité, protection et sécurité assurées.</li> <li>Profilage assuré pour identifier les personnes ayant des besoins et des vulnérabilités spécifiques, dont les victimes de VSS, les mineurs non accompagnés et les enfants séparés, les personnes âgées, les femmes nécessitant une attention particulière, les personnes handicapées et les personnes ayant besoin d'un soutien psychologique immédiat.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les réfugiés ont accès à la protection physique et juridique, notamment la protection contre le refoulement et l'accès à l'enregistrement et aux documents.</li> <li>Les victimes de violences ou de traumatismes, les enfants non accompagnés ou séparés et les autres personnes vulnérables relevant de la compétence du HCR ont accès à une assistance psychosociale, médicale, juridique et matérielle.</li> <li>Des espaces sécurisés pour les femmes et les enfants assurent l'accès à l'éducation, à l'assistance et à l'accompagnement.</li> <li>L'enregistrement et la délivrance de documents de protection aux réfugiés les mettent à l'abri des arrestations, détentions et rapatriements forcés en raison d'absence de papiers d'identité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les interventions de protection n'ont pas touché toutes les femmes et les filles déplacées exposées à la VSS.</li> <li>L'accès à l'enseignement secondaire et supérieur est demeuré gravement insuffisant pour les jeunes élèves et étudiants réfugiés dans tous les pays d'accueil.</li> <li>60% des enfants centrafricains réfugiés au Cameroun vivaient dans des villages d'accueil où il n'y avait pas de services de protection de l'enfance.</li> </ul>
Répondre aux besoins essentiels des réfugiés et des déplacés internes, notamment en fournissant des services de base, des articles de première nécessité et des abris	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plus de 145 000 réfugiés et déplacés internes ont reçu des abris.</li> <li>Les nouveaux réfugiés et déplacés internes ont reçu des articles de première nécessité, dont des jerrycans, des bâches en plastique, des tentes familiales, des couvertures, des seaux, des ustensiles de cuisine et des nattes.</li> <li>269 700 déplacés internes ont reçu des articles non alimentaires en RCA.</li> <li>7 sites d'urgence ont été aménagés et plus de 9 500 abris construits avec la participation des réfugiés et des communautés locales au Cameroun.</li> <li>Partenaires mobilisés pour amplifier la réponse dans les secteurs vitaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les conditions de vie des personnes déplacées se sont améliorées.</li> <li>Les réfugiés ont accès aux services d'urgence essentiels, notamment dans les secteurs des abris, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la santé primaire et de la nutrition.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'aide relative aux abris et aux articles ménagers de première nécessité n'a pas touché tous les déplacés dans le besoin, en particulier à l'extérieur des sites.</li> <li>Les réfugiés vivant hors des camps n'ont pas tous eu accès à de l'eau potable et à des soins médicaux de qualité.</li> <li>Les projets communautaires destinés à promouvoir la cohésion sociale au sein des populations réfugiées et la coexistence pacifique avec la population locale ont été limités.</li> </ul>
Assurer la conduite et la coordination de l'intervention régionale en faveur des réfugiés ; et appuyer l'intervention modulaire pour les déplacés internes en RCA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conduite et coordination de l'intervention régionale en faveur des réfugiés centrafricains accueillis dans les pays d'asile environnants.</li> <li>Conduite conjointe et coordination du module de la protection, du module de la coordination et de gestion des camps (CCCM) et du module des abris/articles non alimentaires en RCA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des interventions coordonnées en faveur des réfugiés ont été menées dans tous les secteurs, dont : protection, abris, aide alimentaire d'urgence, colis d'articles de secours, transport dans des sites éloignés des zones frontalières, eau/assainissement, services de santé et de nutrition, et éducation.</li> <li>La fonction de chef de file des modules de la protection, de la CCCM et des abris a été assurée en RCA.</li> </ul>	

• Catherine Samba-Panza est élue présidente de transition du pays après la démission de Michel Djotodia ; elle doit exercer ses fonctions jusqu'aux élections présidentielles de 2015.

• Les milices rivales signent un accord de cessez-le-feu provisoire à Brazzaville.

• Les contingents de la MISCA passent officiellement le relais à la mission de maintien de la paix de l'ONU, la MINUSCA, qui commence à mettre en œuvre son mandat au moyen de ses composantes militaire et policière.

• Suite à des mouvements de retour limités, le nombre de déplacés internes diminue, passant à 400 000. Cependant, le nombre de réfugiés centrafricains continue d'augmenter et dépasse les 400 000.

• La violence se déchaîne et depuis le début de l'année, des dizaines de milliers de personnes prennent la fuite pour échapper aux massacres, aux viols et aux pillages perpétrés par les milices.

## | RÉALISATIONS ET IMPACT |

Alors que la situation en Somalie restait instable, l'Initiative mondiale du Haut Commissaire pour les réfugiés somaliens a mobilisé un soutien à la recherche de solutions. À l'occasion d'une réunion ministérielle organisée en Éthiopie en août 2014, les représentants des pays concernés, les Nations Unies et les partenaires régionaux ont signé l'Engagement d'Addis-Abeba vis-à-vis des réfugiés somaliens, qui convenait de la nécessité d'assurer un espace d'asile, tout en soutenant les pays d'accueil et en œuvrant à la création de conditions propices au rapatriement librement consenti en Somalie. L'Engagement mettait aussi l'accent sur d'autres solutions, notamment l'intégration sur place, la réinstallation et les régimes de séjour alternatifs. Fin 2014, quelque 2 000 Somaliens étaient rentrés de leur plein gré dans des régions relativement stables. Un projet pilote, destiné à faciliter le retour spontané de 10 000 réfugiés somaliens accueillis au Kenya d'ici le 30 juin 2015 a été lancé en décembre 2014, dans le cadre d'un accord tripartite entre le Gouvernement du Kenya, le Gouvernement fédéral de Somalie et le HCR.

Le rapatriement librement consenti des Angolais a repris en 2014, de sorte qu'il sera bientôt possible de clore le chapitre des

réfugiés angolais au terme de 50 années d'exil. Quelque 14 300 anciens réfugiés angolais, provenant principalement de RDC et dans une moindre mesure de Zambie et du Congo, ont regagné leur pays avec l'aide du HCR. En Zambie, le HCR a continué à soutenir un programme public destiné à intégrer d'anciens réfugiés angolais sur place. Le rapatriement des Rwandais a également progressé. En 2014, environ 5 300 Rwandais sont rentrés dans leur pays. La campagne d'enregistrement biométrique des Rwandais accueillis en RDC orientale a été lancée, en vue de faciliter par la suite leur rapatriement ou leur intégration sur place.

En République-Unie de Tanzanie, la procédure de naturalisation de plus de 162 000 anciens réfugiés burundais, suspendue depuis 2011, a repris en 2014. À la fin de l'année, plus de 40 000 anciens réfugiés burundais avaient reçu des certificats de naturalisation, qui leur accordent des droits identiques à ceux des nationaux. Le HCR soutient le Gouvernement dans tous les aspects de la procédure, tout en travaillant avec les autorités et les partenaires spécialistes du développement sur les composantes socio-économiques à plus long terme de leur intégration.

## INFORMATIONS FINANCIÈRES

Fin 2014, environ 35 000 réfugiés exilés au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger sont retournés au Mali. Le Gouvernement du Burkina Faso, le Gouvernement du Mali et le HCR ont conclu un accord tripartite pour faciliter le rapatriement librement consenti ; un accord similaire devrait être conclu avec le Gouvernement de Mauritanie en 2015.

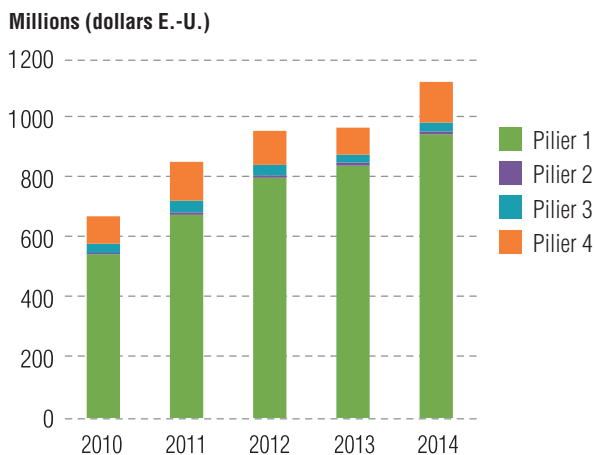
En 2014, le HCR a soumis les dossiers de quelque 34 800 réfugiés candidats à la réinstallation depuis l'Afrique et plus de 19 000 réfugiés sont partis se réinstaller dans d'autres pays. Le nombre de dossiers soumis en 2014 est en augmentation de 19 pour cent par rapport à 2013 et de 52 pour cent par rapport à 2012. Le HCR espère que, grâce à ses efforts, cette tendance à la hausse se poursuivra en 2015.

La lutte contre l'apatridie a également progressé sur le continent, plusieurs pays africains adhérant aux Conventions de 1954 et de 1961. La Côte d'Ivoire a pris des mesures pour identifier les 700 000 personnes qui risquent selon les estimations de devenir apatrides et pour résoudre la question de leur statut. Fin 2014, 22 des 54 États membres de l'Union africaine étaient signataires de la Convention de 1954 et 15 étaient signataires de la Convention de 1961. Le HCR continuera, par conséquent, d'appeler les États à adhérer à ces conventions, conformément à sa campagne mondiale visant à éliminer l'apatridie en dix ans. ■

À la fin de l'année, le budget du HCR pour l'Afrique s'élevait à 2,6 milliards de dollars E.-U., compte tenu de quatre budgets supplémentaires établis pour les situations d'urgence suivantes : Nigéria, réponse à l'épidémie de fièvre Ebola, RCA et Soudan du Sud. Le montant total des fonds reçus en 2014 pour l'Afrique a atteint 995 millions de dollars E.-U., de sorte que le déficit budgétaire a été supérieur à 1,6 milliard de dollars E.-U.

En 2014, les dépenses se sont élevées à 1,1 milliard de dollars E.-U. Ceci représente une augmentation de 153 millions de dollars E.-U. par rapport à 2013 (année où le budget était d'1,97 milliard de dollars E.-U.).

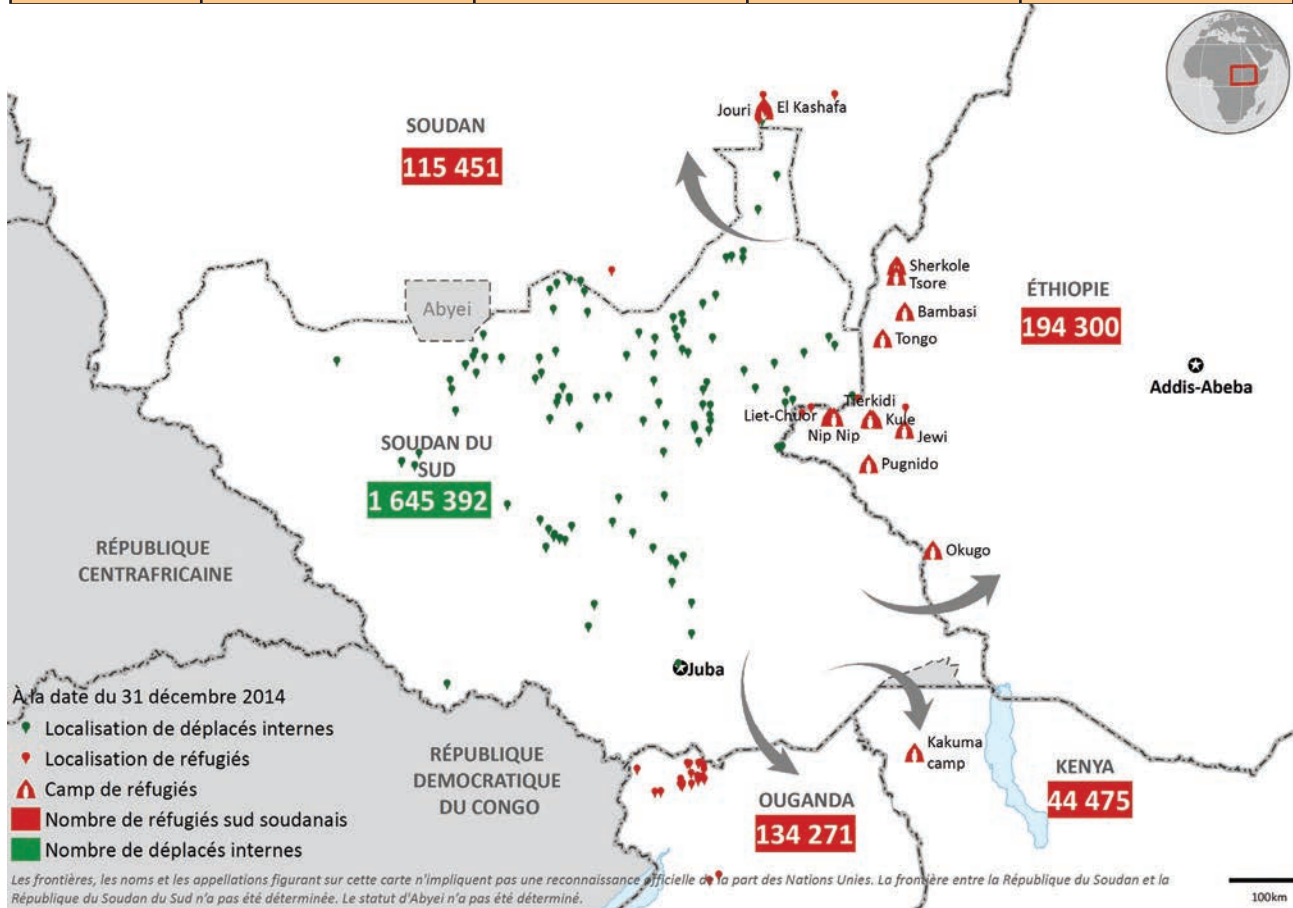
## DÉPENSES EN AFRIQUE | 2010-2014





# SITUATION SUD-SOUDANAISE - 2014

5	488 497	1 645 392	566,5 millions de dollars E.-U.	241,8 millions de dollars E.-U.
pays	réfugiés sud-soudanais dans la région	déplacés internes sud-soudanais	total des besoins en 2014	total des fonds reçus en 2014



## Besoins humanitaires

- Protection internationale et suivi, en accordant une attention particulière aux interventions en faveur des plus vulnérables.
- Fourniture d'abris et de produits de première nécessité aux populations touchées.
- Accès aux services d'urgence essentiels pour les réfugiés récemment déplacés.

## Chronologie des événements clés

- La guerre civile éclate. Les premiers affrontements ont lieu à Juba puis le conflit s'étend au Jongleï, à Unité et au Haut-Nil. Des milliers de personnes s'enfuient et des stocks d'articles de secours sont pillés à Juba. Le Conseil de sécurité augmente les effectifs de la mission de maintien de la paix, qui passent à 12 500 militaires.
- Plus de 500 000 personnes sont déplacées.
- Les responsables du Comité permanent interorganisations déclarent une situation d'urgence de niveau 3, mobilisant l'ensemble du système, au Soudan du Sud.
- Plus de 900 000 personnes sont déplacées au Soudan du Sud et quelque 430 000 réfugiées dans les pays avoisinants. Des centaines de personnes périssent lors d'un massacre à Bentiu et d'une attaque contre la base de l'ONU à Bor.

Décembre 2013

Janvier 2014

Février 2014

Avril 2014

## Réponse en 2014

Objectifs stratégiques	Réalisations	Impact	Lacunes
Réduire l'impact du conflit sur les civils par des interventions de protection	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'accès des réfugiés au territoire a été préservé en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan. Aucun cas de refoulement, preuves à l'appui, n'a été signalé.</li> <li>Centres d'accueil et de transit ouverts dans toutes les zones frontalières.</li> <li>Activités d'enregistrement, mécanismes d'orientation et systèmes de gestion des cas renforcés pour les personnes qui ont des besoins particuliers.</li> <li>75% des enfants réfugiés en Ouganda et au Soudan ont accès, sans discrimination aucune, aux services nationaux de protection de l'enfance et d'aide sociale.</li> <li>90% des victimes connues de VSS ont bénéficié d'un soutien adéquat en Ouganda.</li> <li>Au Soudan du Sud, les programmes de protection et d'assistance comprenaient des mesures de prévention et de réponse à la VSS, de protection de l'enfance et de promotion de la coexistence pacifique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accès à la protection physique et juridique. L'enregistrement et la délivrance de documents aux réfugiés préviennent les arrestations, les détentions et les rapatriements forcés. Tous les Sud-Soudanais réfugiés au Soudan ont reçu des cartes d'identité leur accordant l'accès au territoire et aux services sociaux essentiels, la liberté de circulation et le droit de travailler.</li> <li>Les victimes de violences ou de traumatismes, les enfants non accompagnés ou séparés et les autres personnes vulnérables relevant de la compétence du HCR ont accès à une assistance psychosociale, médicale, juridique et matérielle.</li> <li>Des espaces sécurisés pour les femmes et les enfants ont assuré l'accès à l'éducation, à l'assistance et à l'accompagnement.</li> <li>Le HCR a assuré le suivi régulier de la protection des déplacés internes lorsque les conditions de sécurité le permettaient.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>45 000 enfants réfugiés ont des besoins particuliers et 80 000 adolescents sont particulièrement exposés au recrutement forcé, au travail des mineurs et aux mariages précoces. Seuls 13% des enfants non accompagnés ont fait l'objet d'une Évaluation de leur intérêt supérieur.</li> <li>La réponse aux besoins de protection des déplacés internes doit être renforcée dans les régions prioritaires.</li> <li>500 000 déplacés internes (estimation) ont moins de 18 ans ; les enfants non accompagnés les plus vulnérables sont exposés à de graves risques si on ne les identifie et on ne les aide pas à temps.</li> </ul>
Répondre aux besoins essentiels des personnes qui relèvent de la compétence du HCR, notamment en fournissant des produits de première nécessité et des abris	<ul style="list-style-type: none"> <li>24 300 Sud-Soudanais ont reçu une aide dans le secteur des abris au camp de Kakuma (Kenya).</li> <li>Au Soudan, 72 000 Sud-Soudanais ont reçu des abris d'urgence et des articles non alimentaires.</li> <li>En Éthiopie, 28 500 abris d'urgence et 7 500 abris de transition ont été fournis. 100% des ménages ont reçu des articles essentiels et ménagers. Le taux de mortalité des moins de 5 ans - 0,48 pour 1 000 – était bien inférieur à la norme d'1,5 pour 1 000.</li> <li>50 000 abris d'urgence et 2 400 abris de transition ont été fournis aux déplacés internes sud-soudanais ; 164 000 ménages ont reçu des produits de première nécessité.</li> <li>Partenaires mobilisés pour amplifier la réponse dans les secteurs vitaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les conditions de vie des déplacés se sont améliorées grâce à la distribution de produits de première nécessité et d'abris.</li> <li>Les réfugiés ont accès au territoire et aux services essentiels, concernant notamment l'hébergement, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, les soins de santé primaire et la nutrition.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Manque de terrains adaptés pour loger les nouveaux arrivants en Éthiopie, au Kenya et au Soudan.</li> <li>Surcharge des services et des infrastructures en raison du grand nombre de réfugiés.</li> <li>Accès à l'État du Kordofan occidental (Soudan) limité du fait des conditions de sécurité.</li> <li>En Éthiopie, destruction d'abris suite à des inondations.</li> <li>Pour les déplacés internes, du fait de l'instabilité persistante, la demande d'abris reste considérable.</li> <li>Environ 30% des déplacés internes n'ont pas reçu d'aide, essentiellement dans les zones reculées, en raison de contraintes logistiques.</li> </ul>
Assurer la conduite et la coordination de l'intervention régionale pour les réfugiés soudanais ; et appuyer l'intervention modulaire pour les déplacés internes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le HCR a conduit et coordonné l'intervention régionale pour les réfugiés dans les pays d'asile.</li> <li>58 millions de dollars E.-U. mobilisés pour l'intervention en faveur des réfugiés sud-soudanais.</li> <li>Le HCR a conduit le module de protection interorganisations, conduit conjointement et appuyé le module de CCCM, et appuyé le module des abris/articles non alimentaires.</li> <li>Le HCR a coordonné divers organes de coordination régionale pour la situation au Soudan du Sud.</li> <li>Production régulière d'informations, notamment sous forme de bulletins périodiques et de tableaux de bord sur les résultats, à des fins de sensibilisation à la situation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les interventions coordonnées pour les réfugiés ont notamment porté sur la protection, l'enregistrement, les abris, l'aide alimentaire d'urgence, les colis d'articles de secours, le transport à plus grande distance de la frontière, l'eau et l'assainissement, les services de santé et de nutrition, et l'éducation.</li> <li>Pour les déplacés internes résidant dans des régions isolées, l'intervention a permis l'identification des personnes vulnérables, la coordination avec les autorités locales et l'ouverture d'un centre d'information.</li> <li>Le rapport sur l'Évaluation rapide et multisectorielle des besoins à Khartoum a été élaboré en partenariat et avec les conseils techniques du Gouvernement, d'ONG et de partenaires onusiens.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le sous-financement a limité les activités, y compris dans des secteurs clés comme l'éducation et les moyens de subsistance.</li> <li>L'accès au Kordofan occidental est limité pour des raisons de sécurité.</li> </ul>

- Le Conseil de sécurité déclare que la situation d'insécurité alimentaire est « la pire au monde ».

- Les inondations s'aggravent, touchant des milliers de personnes accueillies dans des camps et des zones d'installation en Éthiopie. Sous l'égide de l'IGAD, des négociations de paix s'ouvrent dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba.

- Près de 500 000 personnes ont cherché asile dans les pays limitrophes – Éthiopie, Kenya, Ouganda, Soudan – et environ 1,5 million de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays. Quelque 35 000 enfants sont enregistrés comme non accompagnés ou séparés de leur famille.

## BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE | dollars E.-U.

Opération		Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<b>AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS</b>						
Burundi	Budget	23 399 367	369 230	0	1 549 629	25 318 226
	Dépenses	18 594 642	369 189	0	1 549 580	20 513 411
Cameroun	Budget	80 483 655	792 931	0	0	81 276 586
	Dépenses	44 040 895	137 828	0	0	44 178 723
République centrafricaine	Budget	22 214 177	0	0	50 780 995	72 995 172
	Dépenses	10 954 618	0	0	19 883 646	30 838 264
République démocratique du Congo Bureau régional <sup>1</sup>	Budget	71 907 792	1 647 481	47 129 091	75 435 705	196 120 069
	Dépenses	50 099 239	792 469	16 655 088	15 351 139	82 897 935
République du Congo	Budget	37 625 015	0	0	0	37 625 015
	Dépenses	13 692 776	0	0	0	13 692 776
Rwanda	Budget	49 145 381	0	2 628 451	0	51 773 832
	Dépenses	18 318 578	0	1 033 471	0	19 352 049
République-Unie de Tanzanie	Budget	23 195 009	0	15 019 905	0	38 214 914
	Dépenses	20 080 387	0	4 600 807	0	24 681 194
<b>Sous-total</b>	<b>Budget</b>	<b>307 970 396</b>	<b>2 809 642</b>	<b>64 777 447</b>	<b>127 766 329</b>	<b>503 323 814</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>175 781 135</b>	<b>1 299 486</b>	<b>22 289 366</b>	<b>36 784 365</b>	<b>236 154 352</b>
<b>AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE</b>						
Tchad	Budget	227 018 806	0	0	0	227 018 806
	Dépenses	84 187 110	0	0	0	84 187 110
Djibouti	Budget	26 957 902	0	0	0	26 957 902
	Dépenses	7 380 180	0	0	0	7 380 180
Érythrée	Budget	6 186 886	0	0	0	6 186 886
	Dépenses	4 708 623	0	0	0	4 708 623
Éthiopie	Budget	283 718 800	0	0	0	283 718 800
	Dépenses	175 313 678	0	0	0	175 313 678
Éthiopie (Représentation du HCR auprès de l'UA et de la CEA)	Budget	2 026 808	0	0	0	2 026 808
	Dépenses	1 334 203	0	0	0	1 334 203
Kenya	Budget	284 770 042	370 316	0	0	285 140 358
	Dépenses	113 735 837	173 217	0	0	113 909 054
Kenya - Centre d'appui régional	Budget	11 592 525	0	0	0	11 592 525
	Dépenses	6 970 746	0	0	0	6 970 746
Somalie	Budget	24 124 383	0	11 401 251	34 308 286	69 833 920
	Dépenses	7 830 342	0	3 130 447	15 572 504	26 533 293
Soudan	Budget	115 474 342	3 360 701	0	41 473 243	160 308 286
	Dépenses	45 141 733	1 806 289	0	21 470 992	68 419 014
Soudan du Sud	Budget	190 776 538	8 771 864	0	223 481 738	423 030 140
	Dépenses	86 741 893	3 766 204	0	51 534 321	142 042 418
Ouganda	Budget	228 480 965	65 000	3 605 705	0	232 151 670
	Dépenses	79 640 905	0	0	0	79 640 905
Activités régionales	Budget	6 643 182	0	0	0	6 643 182
	Dépenses	341 364	0	0	0	341 364
<b>Sous-total</b>	<b>Budget</b>	<b>1 407 771 179</b>	<b>12 567 881</b>	<b>15 006 956</b>	<b>299 263 267</b>	<b>1 734 609 283</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>613 326 614</b>	<b>5 745 710</b>	<b>3 130 447</b>	<b>88 577 817</b>	<b>710 780 588</b>



Opération		Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>						
Burkina Faso	Budget	25 708 635	0	0	0	25 708 635
	Dépenses	17 186 141	0	0	0	17 186 141
Côte d'Ivoire	Budget	15 644 388	2 711 306	8 889 473	0	27 245 167
	Dépenses	7 722 978	1 482 550	4 163 614	0	13 369 142
Ghana	Budget	10 785 369	0	230 000	0	11 015 369
	Dépenses	6 260 770	0	0	0	6 260 770
Guinée	Budget	4 999 763	0	0	0	4 999 763
	Dépenses	4 181 563	0	0	0	4 181 563
Libéria	Budget	35 957 099	0	0	0	35 957 099
	Dépenses	18 861 390	0	0	0	18 861 390
Mali	Budget	20 451 923	0	0	49 137 181	69 589 104
	Dépenses	11 386 239	0	0	9 266 135	20 652 374
Niger	Budget	44 157 211	0	0	0	44 157 211
	Dépenses	26 555 220	0	0	0	26 555 220
Sénégal - Bureau régional <sup>2</sup>	Budget	48 125 693	1 124 710	210 000	5 115 560	54 575 963
	Dépenses	26 839 597	647 787	0	1 227 117	28 714 501
<b>Sous-total</b>	<b>Budget</b>	<b>205 830 081</b>	<b>3 836 016</b>	<b>9 329 473</b>	<b>54 252 741</b>	<b>273 248 311</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>118 993 898</b>	<b>2 130 337</b>	<b>4 163 614</b>	<b>10 493 252</b>	<b>135 781 101</b>
<b>AFRIQUE AUSTRALE</b>						
Angola	Budget	5 760 820	0	0	0	5 760 820
	Dépenses	4 436 205	0	0	0	4 436 205
Botswana	Budget	5 030 586	0	0	0	5 030 586
	Dépenses	2 736 025	0	0	0	2 736 025
Malawi	Budget	4 411 942	0	0	0	4 411 942
	Dépenses	2 947 502	0	0	0	2 947 502
Mozambique	Budget	4 986 779	363 556	0	0	5 350 335
	Dépenses	2 933 736	176 351	0	0	3 110 087
Namibie	Budget	3 952 101	0	0	0	3 952 101
	Dépenses	3 223 711	0	0	0	3 223 711
Afrique du Sud - Bureau régional	Budget	25 901 656	776 385	0	0	26 678 041
	Dépenses	11 092 160	353 981	0	0	11 446 141
Zambie	Budget	13 776 664	0	0	0	13 776 664
	Dépenses	9 461 958	0	0	0	9 461 958
Zimbabwe	Budget	6 134 588	0	0	690 555	6 825 143
	Dépenses	4 770 458	0	0	347 899	5 118 357
<b>Sous-total</b>	<b>Budget</b>	<b>69 955 136</b>	<b>1 139 941</b>	<b>0</b>	<b>690 555</b>	<b>71 785 632</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>41 601 755</b>	<b>530 332</b>	<b>0</b>	<b>347 899</b>	<b>42 479 986</b>
<b>Total Afrique</b>	<b>Budget</b>	<b>1 991 526 792</b>	<b>20 353 480</b>	<b>89 113 876</b>	<b>481 972 892</b>	<b>2 582 967 040</b>
	<b>Dépenses</b>	<b>949 703 402</b>	<b>9 705 865</b>	<b>29 583 427</b>	<b>136 203 333</b>	<b>1 125 196 027</b>

<sup>1</sup> Coordonne les activités au Gabon et au Congo

<sup>2</sup> Inclut les activités au Bénin, en Gambie, Guinée-Bissau, au Nigeria, en Sierra Leone et au Togo

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE | dollars E.-U.

<i>Donateur</i>	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Tous les piliers	Total
Union africaine					200 000	200 000
Australie	2 597 403					2 597 403
Botswana					13 288	13 288
Brésil					2 483 946	2 483 946
Canada	5 868 812				16 254 281	22 123 093
Fonds central d'intervention d'urgence	33 598 907			8 141 253		41 740 160
Chili	100 000					100 000
Fonds commun humanitaire pour la Somalie				85 600		85 600
Fonds commun humanitaire pour le Soudan du Sud	119 194			460 000		579 194
Fonds commun humanitaire pour le Soudan	843 578			3 362 170		4 205 748
République tchèque	151 134					151 134
Danemark	9 597 672	999 130	1 313 709	2 187 328	6 831 759	20 929 597
Fonds commun humanitaire pour la RDC				672 342		672 342
Estonie	101 902				67 843	169 745
Union européenne	48 272 090	147 180	1 043 245	3 293 223		52 755 738
Finlande					7 656 790	7 656 790
France	409 283			424 076	2 051 983	2 885 342
Allemagne	15 597 036		635 324	534 759	14 397 442	31 164 561
Saint-Siège	10 000					10 000
Autorité intergouvernementale pour le développement	2 307 764			192 236		2 500 000
Organisation internationale pour les migrations	174 750					174 750
Irlande	272 109				1 251 564	1 523 673
Italie	668 449			952 986		1 621 435
Japon	57 688 295	273 000	2 500 000	9 807 984	6 892 477	77 161 757
Koweït					125 000	125 000
Liechtenstein					110 254	110 254
Luxembourg	543 478			1 766 304	3 035 053	5 344 836
Namibie					88 399	88 399
Pays-Bas	10 700 054					10 700 054
Nigéria					63 735	63 735
Norvège	3 343 090					3 343 090
Donateurs privés - Australie	1 037 871			944 442	591 199	2 573 512
Donateurs privés - Autriche	136					136
Donateurs privés - Canada	23 575			1 266	306 663	331 504
Donateurs privés - Chine (RAS de Hong Kong)	331 572					331 572
Donateurs privés - Allemagne				408 163	4 983 316	5 391 479
Donateurs privés - Grèce					66	66
Donateurs privés - Italie	229 982			19	482 776	712 777
Donateurs privés - Japon	2 359 377		116 610	5 949	178 630	2 660 565
Donateurs privés - Qatar	2 895 393					2 895 393
Donateurs privés - Arabie saoudite					28 965	28 965
Donateurs privés - Espagne	2 006 150				163 995	2 170 145

<i>Donateur</i>	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 3 Projets de réintégration	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Tous les piliers	Total
Donateurs privés - Suède	12 316					12 316
Donateurs privés - Suisse	46 528			6 359	56 627	109 514
Donateurs privés - Thaïlande	8 138					8 138
Donateurs privés - Pays-Bas	21 112 497				11 004	21 123 502
Donateurs privés - République de Corée	184 612				431 601	616 213
Donateurs privés - Émirats arabes unis	500 000					500 000
Donateurs privés - Royaume-Uni	421 360			66	2 499	423 926
Donateurs privés - États-Unis d'Amérique	2 289 902				506 208	2 796 110
République de Corée	200 000				400 000	600 000
Afrique du Sud					21 264	21 264
Espagne	1 569 278			1 649 669		3 218 947
Suède	2 829 858				21 327 142	24 157 000
Suisse	5 069 039			689 085	2 099 035	7 857 159
Fonds fiduciaire pour la coopération internationale en matière de développement	193 774					193 774
Royaume-Uni	94 014 828			3 489 989		97 504 817
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	204 726					204 726
ONU - Unis dans l'action	1 476 574		1 931 403			3 407 977
Programme des Nations Unies pour le développement	56 422	1 505		32 636	106 797	197 360
Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida	2 232 650			65 000	85 609	2 383 259
États-Unis d'Amérique	156 070 237			68 200 000	294 600 000	518 870 237
<b>Total</b>	<b>490 341 794</b>	<b>1 420 815</b>	<b>7 540 291</b>	<b>107 372 905</b>	<b>387 907 211</b>	<b>994 583 016</b>

Note: Inclut les coûts d'appui indirects prélevés sur les contributions pour les piliers 3 et 4, les budgets supplémentaires et la réserve pour les "Activités nouvelles ou additionnelles – liées au Mandat" (NAM).